



Communiqué de presse

24 mai 2018

Laurence
Guillermou

chargée de
communication

T : 01 43 57 16 16

M : 06 82 81 40 82

108/110, avenue
Ledru-Rollin
75544 Paris Cedex 11

Les jeunes sont responsables, ne les sanctionnez pas !

A l'issue de la manifestation du 22 mai, organisée à Paris, une centaine de jeunes a tenté d'occuper le lycée Arago, dans le 12^e arrondissement, afin de protester contre la loi ORE et le dispositif Parcoursup.

Rapidement délogés par les forces de l'ordre, ils ont été interpellés et placés, durant plus de quatre heures, dans des bus de police pour être placés ensuite en garde à vue. Ces gardes à vue ont été prolongées hier soir. Les parents d'élèves des jeunes en garde à vue se sont vus signifier le défèrement au parquet de leurs enfants. D'autres sont restés de longues heures sans avoir aucune nouvelle de leur enfant mineur.

Il est tout à fait intolérable que des jeunes qui se battent pour leur avenir soient traités de la sorte par les forces de l'ordre. Par ailleurs, il est tout à fait inédit que des mineurs, mobilisés pour une cause, se voient enfermés plus de 24 heures en garde à vue, sur des motifs qui, à l'heure actuelle, n'ont pas été communiqués à tous les parents.

La FCPE exige que ces jeunes soient libérés et relaxés et que la garantie soit donnée par les autorités que les jeunes ont le droit de manifester, de se faire entendre pacifiquement, et se réunir pour discuter de leur avenir sans être réprimés par la force publique.

